

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
 17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
 C. C. Postaux: Paris 1360-10.
 G. AUDRY, 7, square du Port Royal. Paris XIII^e

Edition française hebdomadaire
 du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
 d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: **LA REVOLUTION ESPAGNOLE** (éd. fran.)
 Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
 Prix du numéro: France 0'50 fr.
 Espagne 0'15 pt.
 Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

No pasarán!—Le couvent-prison des «Salesianos».—«Information» fasciste.—La guerre contre le fascisme, et le commandement unique.—Mesures économiques en Catalogne.—L'incorporation des représentants de la C. N. T. dans le Gouvernement de Madrid.—Manifeste des Jeunesses Libertaires.—Une interview avec le secrétaire du conseil de la nouvelle école unifiée

NO PASARAN!

Nous ne croyons pas utile de faire à nos lecteurs de long exposés sur le développement de la guerre contre le fascisme. Nous avons déjà dénoncé la tactique des rebelles dans la lutte qu'ils mènent contre nous. Dégarnissant tous leurs autres fronts, ils ont accentué leur offensive contre Madrid. Ils utilisent pour cela les armements formidables qui leurs ont été livrés par les fascistes allemands et italiens. Le monde entier a les yeux fixés sur la capitale de l'Espagne. Les fascistes de toute l'Europe se réjouissent de ce qu'ils croient être la victoire assurée de leur avant-garde espagnole. Les révolutionnaires, les travailleurs de tous les pays, eux, suivent avec la plus grande attention, heure par heure, la lutte qui se livre autour de Madrid.

C'est à vous tous, ouvriers de tous les pays, que nous nous adressons. Vous avez compris dès les premiers instants, que la lutte que mènent les travailleurs de l'Espagne est non seulement le combat de la classe ouvrière de ce pays pour sa révolution, mais aussi votre propre lutte. L'émancipation de la classe ouvrière espagnole sera l'aurore de l'émancipation des travailleurs du monde entier. Notre victoire sera la vôtre.

Travailleurs du monde entier, vous avez des devoirs envers nous. Vous devez, à chaque heure, à chaque moment, manifester pour l'appui le plus décidé à la Révolution espagnole. Vous devez boycotter et saboter les livraisons d'armes et de matériel aux rebelles. Vous devez imposer l'envoi de canons et d'avions aux ouvriers espagnols. Par votre pression sur les gouvernements de France et d'Angleterre, faites abolir la neutralité. Exigez de l'U. R. S. S. qu'elle soutienne positivement avec toute sa puissance militaire la Révolution en Espagne.

Nous avons des devoirs envers le prolétariat mondial. Nous n'y faillirons pas. Les révolutionnaires espagnols savent pourquoi ils se battent. Ils veulent faire disparaître du sol de l'Ibérie le moindre germe d'un régime d'oppression. Ils veulent vivre libres et maîtres de leurs destinées. Ils se sont engagés à vaincre, non pas seulement pour eux, pour leurs femmes et pour leurs enfants, mais pour vous aussi, travailleurs de France, d'Europe et d'Amérique. Ils vaincront par ce serment qu'ils répètent tous:

NO PASARAN!

Le couvent-prison des «Salesianos»

Nous reproduisons ci-dessous un reportage sur une maison d'apprentis autrefois dirigée par des moines: le couvent des «Salesianos». Nous nous excusons, auprès de nos lecteurs, si bien des choses leur paraissent exagérées dans ce récit. Les faits relatés sont pourtant rigoureusement authentiques. L'Espagne possédait, avant le mouvement fasciste du 19 juillet, un grand nombre d'établissements de ce genre où les moines re-

cueillaient des enfants et des adultes, les logeant et les nourrissant à bon compte tandis qu'ils les faisaient travailler à des fabrications rémunératrices. Nous citerons pour appuyer notre récit la Maison du «Bon Pasteur» où les religieuses exploitaient le travail de jeunes filles et de femmes qu'on y avait internées pour délit de vagabondage spécial.

Dans chacun de ces établissements les moines ou les non-

Le Commandement unique et la guerre contre le fascisme

Nos lecteurs sont déjà au courant des décrets de mobilisation générale du gouvernement de Madrid et de la Généralité de Catalogne. Comme une certaine inquiétude est née, à ce sujet, nous croyons nécessaire de situer le problème et d'indiquer la position des organisations révolutionnaires de Catalogne en face de ces mesures.

L'expérience de la lutte antifasciste — guerre menée de part et d'autre avec les moyens de destruction les plus efficaces — a montré à la classe ouvrière qu'il était inévitable de modifier profondément l'organisation des unités combattantes. Les batailles, aussi bien sur les fronts de l'Aragon que sur ceux de Madrid ont permis de tirer les enseignements suivants: les corps de milices, placés chacun sous le contrôle de leur propre parti, étaient des formations de «lutte dans la rue», des corps de guerre civile mais non des bataillons appropriés à la guerre.

L'enthousiasme avec lequel les premières centurios sont parties dans la direction de Saragosse, est encore celui des combattants d'aujourd'hui. Mais l'on sait maintenant en Espagne que le courage et le mépris de la mort ne sont pas tout dans une lutte comme celle que l'on mène actuellement. Il faut avouer que de tristes expériences ont été faites lors des premiers jours de la guerre. Partant avec un armement réduit, sans équipement, les milices se sont lancées souvent à l'assaut dans des conditions défavorables. On n'a pas eu seulement à déplorer des pertes inutiles de vies humaines mais encore et c'est plus grave, dans bien des cas, les objectifs que l'on s'était proposés n'ont pas été atteints.

Nous pensons que tout peuple doit faire l'expérience de ses luttes. Les enseignements de la Révolution russe, pour si éducateurs qu'ils soient, ne pouvaient s'appliquer entièrement à la Révolution espagnole. Du point de vue politique, on ne peut imaginer, en ce moment, en Espagne et encore moins en Catalogne que l'hégémonie d'un parti prolétarien sur la direction révolutionnaire de la lutte puisse s'établir. Etant donné les organisations en présence et le rapport de forces des partis et syndicats, on peut même penser que ce n'est pas tout à fait à regretter. Du point de vue militaire, il ne faut pas oublier que l'Espagne n'a jamais possédé ce que l'on peut appeler véritablement une armée. Le matériel existait, au moins dans ses formes les plus élémentaires. Mais le régime militaire n'avait de militaire que le nom. La discipline était absente. Une partie seulement des recrues faisait leur service. De plus, l'armée espagnole n'existait que sur le pied de paix. Elle n'a joué depuis longtemps de rôle que dans les guerres coloniales et encore on sait comment elle s'y est comportée.

Ces circonstances expliquent, sans rien justifier, que l'on ait mis tant de temps à réorganiser la lutte contre les troupes fascistes. Les différences de conception, entre Madrid et Barcelone, sur le caractère des événements actuels ont influé aussi très fortement sur ce problème comme sur tant d'autres.

Les nécessités de la lutte, qui prend chaque jour des formes plus aigües, ont obligé les organisations qui contrôlent la lutte antifasciste à décréter la mobilisation générale afin de tenir des réserves préparées pour accentuer l'offensive et renouveler les effectifs. De la même façon et dans les mêmes buts, on a décidé de centraliser le commandement de toutes les forces qui opèrent sur le front.

Cette décision des organismes responsables de la Catalogne a coïncidé avec la Mobilisation décrétée par le Gouvernement de Madrid, mesure qui a, elle, pour objet de renforcer l'Armée et de transformer les milices en une armée régulière. Nous avons dit, au début de cet article qu'une inquiétude s'était manifestée parmi les miliciens. Les militants de Catalogne qui, depuis les premiers moments, luttent avec le plus grand héroïsme contre le fascisme en armes, ne peuvent accepter qu'on les convertisse en simples soldats du soir au matin. Ils estiment qu'ils ont conquis des droits, non seulement comme combattants, mais aussi comme militants d'organisations prolétariennes. Ils ne veulent pas se soumettre à une

discipline militaire qui n'a rien à voir avec la discipline révolutionnaire des organisations dont ils sont membres. C'est pourquoi la question s'est posée de savoir quelle sera leur situation en tant que militants révolutionnaires, par rapport à la mobilisation.

Il est sûr que jusqu'à maintenant à Madrid, le Gouvernement, malgré qu'il soit composé d'une majorité de représentants ouvriers, régit le pays non pas avec un programme de

VENCER O MORIR!



Au centre: Départ des miliciens du P. O. U. M. de Madrid, pour le front. Un des trains blindés qui opèrent avec efficacité sur le front de Madrid. Quelques vues des fronts de Madrid et d'Aragon.

réalisations révolutionnaires mais simplement sous le signe de la lutte contre le fascisme et s'il n'agit pas exactement comme le ferait un gouvernement bourgeois, il se meut en tout cas dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Et le contrôle d'une armée reconstituée sous ces signes doit être assuré par le prolétariat en armes au moyen de ses commissaires politiques. Ces tâches appartiennent aux organisations ouvrières de Madrid.

Mais la situation n'est pas du tout la même en Catalogne. Dans cette province il existe un Gouvernement né sous l'impulsion ouvrière. Il n'est pas un gouvernement ouvrier; il contient encore des représentants des organisations petites bourgeoises qui participent à la lutte antifasciste. Il ne satisfait pas toutes les aspirations du prolétariat catalan. Mais ce gouvernement est né, à la condition formelle qu'il ne détournerait, ou même ne ralentirait pas, l'action révolutionnaire des masses. Il a pour objet d'élaborer les formes légales qui rendront impossibles la renaissance des vieilles formes démocratiques bourgeoises.

Cette condition doit se traduire aussi dans le domaine de l'armée. Les milices ne pourront se convertir simplement en une armée qui soit sous la seule autorité des militaires et avec l'exclusion du contrôle des organisations ouvrières. Si cela se produisait, ce serait un énorme pas fait en arrière. Le P. O. U. M., la C. N. T. et la F. A. I. ont déclaré, à de nombreuses reprises, qu'ils n'étaient pas disposés à admettre que la lutte actuelle du prolétariat soit considérée comme une simple lutte antifasciste sans autre conséquence. Par notre lutte actuelle, c'est le socialisme qui doit triompher ou bien nos sacrifices seraient inutiles.

Mais comme le caractère de la lutte, les armements que possèdent les rebelles et le désarmement des antifascistes par la «neutralité», imposent la réorganisation des milices, il faut envisager clairement le problème.

L'expérience des colonnes indépendantes a été suffisamment prolongée pour que tous reconnaissent aujourd'hui la nécessité de changer de méthode. Les organisations responsables de la lutte révolutionnaires, elles-mêmes, veulent réaliser par exemple un «commandement unique» qui, coordonne les efforts de tous vers le but commun.

Mais étant donné la composition du Conseil de la Généralité et les tâches qui lui ont été assignées, cette concentration du commandement ne peut signifier à aucun moment la négation du caractère politique des milices sous leur nouvelle forme. Les techniciens militaires qui prendront en mains les opérations seront chargés de les élaborer et de les faire réaliser, mais en aucun cas sans le contrôle des organisations ouvrières qui, en définitive, sont celles qui ont rendu possible le soulèvement de la classe travailleuse contre le fascisme et pour la réalisation de la révolution prolétarienne.

Ainsi se présente la question: l'armée sera soumise sur le terrain militaire aux techniciens qui seront chargés, sous le contrôle ouvrier, d'assurer la victoire de nos troupes. Sur le terrain politique aucune ingérence ne pourra être tolérée de la part des techniciens; particulièrement dans le cas où ces initiatives auraient pour but de transformer le soldat en un automate ou de détruire sa conscience révolutionnaire. Il sera empêché à tout prix que la lutte révolutionnaire actuelle ne soit déviée dans le sens de la défense de la démocratie contre le fascisme.

Le respect de ces garanties sera exigé par tous les militants révolutionnaires. Le parti prolétarien qui ne le ferait pas, montrerait par cela même qu'il a abandonné tous ses principes révolutionnaires de classe.

Mesures économiques en Catalogne

Le Conseiller de l'Economie de Catalogne, fut, le 19 octobre, des déclarations à la presse. Nous les reproduisons parce qu'elles nous paraissent éclairer certains détails des nécessités économiques actuelles de la Catalogne.

—Vous savez qu'il existe un décret, selon lequel les prix des produits alimentaires ne peuvent être augmentés. Nous avons cependant dû adopter un autre décret autorisant l'augmentation de prix de certaines denrées alimentaires. Cela provient de l'augmentation des salaires, de la diminution de la journée de travail dans certaines professions et aussi à d'autres circonstances produites par l'état de choses actuel. Dans ce décret, le Conseiller de l'Economie est chargé d'étudier les formes dans lesquelles ces augmentations seront accordées.

nes abandonnèrent leurs institutions le jour du soulèvement fasciste, mais emportant la caisse. Tous ces établissements sont repris par la Généralité de Catalogne et confiés, en vue de leur réforme totale d'après des principes humains, au Comité de la Nouvelle Ecole Unifiée.

Prison? Caserne? Ce pouvait être l'un ou l'autre, tellement l'aspect en était sinistre. Les bâtiments de ce couvent-prison (car c'en était un) étaient sales, obscurs, dépourvus d'aération.

Les salles destinées aux classes, où l'on accumulait des douzaines d'enfants, assis sur des bancs inconfortables et malpropres, avaient des murs peints de couleurs sombres... Probablement pour que la saleté n'y apparaisse pas trop. Les fenêtres étaient placées à une hauteur respectable et elles étaient grillées de toile métallique afin que les pensionnaires ne puissent pas voir à l'extérieur et rêver de liberté.

Les réfectoires, contenant aux heures des repas des centaines d'enfants, étaient situés au sous-sol. On n'utilise plus ces réfectoires; on les a même désinfectés et cependant il faut vous dire, qu'aujourd'hui encore, l'atmosphère qu'on y respire reste saturée de mauvaises odeurs.

Le couvent est pourvu d'ateliers où les pensionnaires devaient apprendre divers métiers.

Il existe, entre autres, un atelier de serrurerie. Celui-ci, comme on le pense, n'était pas doté du moindre dispositif de sécurité. Les machines avaient été placées si près les unes des autres, que la moindre distraction de celui qui travaillait pouvait faire de lui la proie de la machine voisine. Les accidents étaient très fréquents. Ceux-ci étaient l'occasion pour les moines (ne vous ai-je pas encore dit que des moines dirigeaient cet établissement?) d'un commerce aussi lucratif que facile.

Cela se passait ainsi. Les adolescents étaient assurés contre les accidents de travail. Logique et nécessaire. Seulement quand l'un d'eux était victime d'un accident de travail, les frais de son traitement étaient à la charge de sa famille... La communauté des frères se contentait, elle, de toucher la prime d'assurance. L'affaire rendait à coup sûr et elle était placée sous la protection de la main de Dieu! Connaissant ce négoce, on n'a plus à se demander pourquoi, en effet, on aurait pris des mesures de protection dans les ateliers.

Les dortoirs? La disposition classique de tous les couvents espagnols. Une énorme salle, avec des lits alignés des deux côtés, à droite et à gauche. Tous les 10 ou 12 lits, un autre plus élevé. Là dormait un moine, qui, de son «mirador», surveillait la chambre. Les murs y étaient aussi de tons sombres, les fenêtres petites et également grillagées. Dans tous les lits, des parasites... Ainsi étaient les dortoirs.

REGIME INTERNE

Après cette visite, aux locaux, nous avons voulu questionner les pensionnaires pour compléter notre enquête. L'un d'eux répond à notre question:

— Quel était votre régime intérieur?

— Il était mauvais, très mauvais.

Nous nous levons à 7 heures du matin. Nous devons seulement nous laver la figure et les mains. Malgré qu'il existait un réservoir d'eau pour arroser le potager et que nous aurions pu utiliser pour nous baigner, il nous était formellement interdit de le faire. Un de nous, pour cette raison, fut expulsé de l'établissement.

En payant un supplément de une peseta par mois, quelques-uns de nous avaient la possibilité de se doucher une fois par mois, pendant la durée maximum de cinq minutes.

Nous allions ensuite déjeuner. Il y avait, parmi nous des «préférés». Nous appelions ainsi ceux qui payaient une pension plus élevée et à qui l'on donnait le matin une tasse de café au lait avec du pain. Mais la majorité ne recevait qu'une tablette de chocolat et du pain. Les frères, prévoyants, veillaient à ce que le pain donné fut vieux de trois jours de telle manière que sa consommation en était bien plus réduite. Avec cet aliment dans l'estomac, nous devions passer toute la matinée à travailler comme des régés. De 8 heures à midi. Quatre heures de travail intense. Défense de parler et de fumer. Pour nous surveiller, un moine se plaçait sur une espèce d'estrade d'où il observait tout.

— N'étiez-vous pas payés?

— Que si; nous touchions 5 centimes par semaine. Ou plutôt c'était la valeur qu'avait un bon destiné à l'échange contre des produits alimentaires à l'intérieur du couvent!

— On vous punissait souvent?

— Suffisamment. Une des punitions les plus fréquentes, principalement en hiver, était de nous faire rester, pieds nus, devant notre lit pendant un très long temps. Quelques-uns tombèrent malades. Une autre punition fréquente, était de condamner l'enfant à faire un certain nombre de fois le tour de la cour. Le nombre oscillait entre 50 et 100. Ces punitions étaient données pour les motifs les plus futiles. L'un de nous dut faire 70 fois le tour de la cour parce qu'il avait refusé de jouer au football!

— Quand les moines commencèrent-ils à abandonner le couvent? Qu'est-ce qu'ils dirent?

— Le Directeur partit sans rien nous dire. Les autres moines s'habillèrent comme des paysans, vinrent nous trouver dans les ateliers et nous dirent avec le plus grand sérieux du monde que les ouvriers assiégèrent le couvent et nous tueraient tous. Nous soupçonnions qu'il se passait à l'extérieur quelque chose de très important, et comme les cours étaient terminés nous sommes allés trouver les frères et nous leur avons demandé qu'ils nous donnent l'argent pour retourner dans nos villages. Nous insistâmes à plusieurs reprises, nous attirant toujours cette réponse que nous n'avions pas à nous préoccuper. Nous avons compris, le 19 juillet, quand les frères nous ont abandonnés et que nous nous sommes trouvés seuls et sans un centime.

CHANGEMENT DE PROPRIETAIRE

Les organisateurs nous parlent de l'oeuvre entreprise ici, depuis quelques temps.

— Une de nos premières tâches fut de rendre une salle habitable, pour y installer les classes. Cette salle fut ornée de couleurs claires. Les bancs de l'église y furent transportés, car c'était les plus commodes et les plus propres.

L'ancien réfectoire fut abandonné. Les pensionnaires prirent celui des moines qui se trouve dans une galerie claire et aérée. Cette amélioration là est déjà considérable.

Tous les matins, il est commandé aux pensionnaires de se doucher et cela pendant tout le temps qu'ils veulent. Le réservoir d'eau est devenu une piscine où l'on s'ébait en toute liberté. En sortant de l'eau, on prend un bain de soleil.

Le régime alimentaire a été amélioré. On dut, d'ailleurs, jeter tout le pain qui se trouvait dans le couvent.

Les enfants avaient vraiment besoin de soins. Un médecin qui les examina, les premiers temps de notre intervention, n'en trouva aucun en bonne santé. Maintenant leur état est déjà bien amélioré. Et tous sont très heureux du changement de régime.

LES BENEFICES DES FRERES

Le commerce que faisait les moines, les «Salesianos» était très important. Voyons en quoi il consistait. L'apprentissage durait cinq ans. Il fallait que les pensionnaires payent les instruments de travail. On payait 60, 70 ou 80 pesetas de pension, plus 25 à l'entrée et 95 pour la literie. Cette literie, invariablement abandonnée par l'élève, était revendue par les moines, 95 pesetas à un nouveau. Les moines touchaient encore le produit des assurances-accidents. Toute cette exploitation était particulièrement scandaleuse, car les élèves étaient des enfants de familles modestes, qui devaient se saigner pour payer la pension.

Maintenant, nous comprenons que les moines disposaient, par ce procédé, de 300 ouvriers qualifiés gratuits. Au bout d'un an d'apprentissage, le travail du pensionnaire était pleinement utilisable. Certains y ont travaillé de 12 à 20 ans. Les moines pouvaient vendre avec un large bénéfice, les produits sortis de leurs ateliers et ce, dans les meilleures conditions de concurrence puisqu'ils pouvaient toujours faire un prix au dessous du marché.

Il y avait dans ce couvent un grand nombre de moines homosexuels. On en a connu surtout deux, Frederic Jordana et Miguel Cardell, ce dernier professeur de français et de commerce, et qui, nous racontent les enfants, montait le soir dans les dortoirs et passaient ses mains sous les draps de lit...

L'AVENIR

Maintenant, le Comité de la Nouvelle Ecole Unifiée qui régit en Catalogne tout l'enseignement suivant un plan moderne, a décidé d'utiliser la matériel qui se trouve dans ce couvent pour en faire une école de métiers.

Les enfants seront reportés dans d'autres écoles plus confortables. Ils n'ont en tout cas plus aucune inquiétude. Ils savent que ce sont maintenant des hommes qui les soignent. Ils envisagent l'avenir avec confiance. Ils sont fiers d'être des ouvriers et de pouvoir bientôt travailler pour leur propre cause, pour leurs frères, pour ceux qui leur ont donné la liberté.

même moment où des groupes politiques et sociaux qui influencent le Gouvernement, et parmi lesquels se trouve le Parti Socialiste, refusent la participation de forces syndicales exigeant simplement leurs droits dans la proportion qui leur est due, c'est comme si on déclarait qu'on aspire à un monopole irritant et périlleux. On sous-estime ainsi volontairement des forces prolétariennes qui ont tout sacrifié pour la révolution et dont l'absence au moment décisif aurait permis, en peu d'heures, au coup militaire et fasciste de triompher avec toutes les conséquences terribles que cette victoire aurait eues pour le prolétariat.»

«Les termes par lesquels s'exprime l'organe confédéral de Catalogne ne sont pas pour nous suffisamment clairs. Si l'on pose la question de cette manière imprécise, on peut croire qu'il est réclamé une participation dans le gouvernement en fonction seulement et exclusivement de la force numérique effective que la Confédération Nationale du Travail détient dans le sein de la classe ouvrière espagnole. C'est-à-dire que l'on réclame une participation ministérielle sans préciser la portée qu'elle doit avoir et le programme sur laquelle elle doit se baser.

La lutte armée sur les fronts contre le fascisme, la nécessité du commandement unique et de la discipline des unités combattantes exigent les efforts et la collaboration de tous. Mais on ne peut pas essayer de résoudre ces problèmes sans comprendre qu'ils sont intimement liés avec toute la question de l'orientation politique du Gouvernement actuel. La question n'est pas posée, pour nous, seulement de l'entrée dans le gouvernement de la Confédération et des autres forces

qui n'en font pas partie, mais de la composition totale du présent gouvernement et du programme qu'il se propose de réaliser. Pour nous, le nom — Junte Nacionales de Defensa ou Gouvernement — n'a aucune importance; ce qui nous importe c'est son contenu et ses réalisations.

Il nous semble que ce critère est suffisamment clair. La Confédération, suivant l'exemple de la Catalogne, se dispose à gouverner aussi à Madrid. Mais à Barcelone, elle l'a fait sur la base d'un programme qui tout en ne nous donnant pas entière satisfaction, marque une orientation socialiste de la société catalane. Le Gouvernement actuel de Madrid s'est constitué sur la base de la défense des principes de la République démocratiques. La Confédération a exprimé, à diverses occasions dans sa Presse, que le mouvement actuel devait être conduit jusqu'à ses plus lointaines conséquences révolutionnaires.

Mais ce n'est pas tout. Si les partis qui gouvernent actuellement, donnent une participation au Parti Syndicaliste, que l'on connaît bien comme un appendice de la confusion «fronte populariste» et que l'on connaît aussi par son rachitisme numérique, il serait juste que la Confédération, de son côté, cherche des points de contact avec des parties révolutionnaires comme le nôtre, puisqu'ils sont très proches dans beaucoup de leurs interprétations de l'organisme confédéral.

Nous attendons des renseignements plus complets sur le développement de la crise et sur l'attitude des camarades anarcho-syndicalistes, pour déterminer à notre tour nos positions.

Manifeste des Jeunesses Libertaires

Il y a en Espagne deux organisations qui luttent et lutteront jusqu'au bout pour le triomphe de la révolution prolétarienne. Ce sont le P. O. U. M. avec sa Jeunesse Communiste Ibérique, et la C. N. T. avec ses Jeunesses Libertaires.

Nous saluons avec joie les Jeunesses Libertaires qui, conscientes de la nécessité de pousser la révolution sociale jusqu'à ses dernières conséquences, nous rejoignent par leur cri de «Nous passerons!» La révolution rapproche les révolutionnaires. Nous partageons pleinement le point de vue que nos camarades exposent dans l'article publié dans la «Juventud Libre» que nous reproduisons ci-après:

NOUS PASSERONS!

Voici le cri qui doit résonner sur tous les Fronts. Nous passerons!

Voici l'heure d'agir avec énergie et discipline.

Aujourd'hui les scrupules idéologiques qu'on nous oppose, nous permettent de déceler la lâcheté de ceux qui les invoquent. Quand le sort de l'humanité est en train de se jouer, on ne peut admettre que chacun fasse ce que bon lui semble au nom de la liberté.

Il faut vaincre. Il faut triompher. Coûte que coûte. Tuant et fusillant même les camarades qui fuient devant l'ennemi ou abusent de la situation à l'arrière. Nous devons triompher

sans scrupule, ni sentimentalité idiote et contre-révolutionnaire. En avant, en avant, et toujours en avant. Discipline, discipline et toujours discipline. La consigne de nos colonnes sera toujours: «Nous passerons!» Nous passerons malgré les avions et les mitrailleuses de l'ennemi. Nous passerons avec l'Europe, sans l'Europe ou contre l'Europe.

La Révolution Française triompha malgré les monarchies d'Europe. La Révolution Russe triompha malgré le capitalisme mondial. Pourquoi? Les français et les russes furent énergiques et forts dans leurs attaques. Ils surent s'imposer des privations, être durs et violents dans l'offensive.

Plus de galons et de défilés carnavalesques! Plus d'actes lâches et indisciplinés! Plus de défensive! On ne va pas au front pour faire briller ses galons ou faire de grandioses défilés ni pour reculer lâchement. On y va pour vaincre les fascistes. Mais les fascistes ne reculent pas au premier tir. Les fascistes se battent rageusement parce qu'ils savent qu'en se rendant, ils perdent leurs privilèges et leur vie. Pour les vaincre il faut être disposé à frapper fort, à se battre comme des vaillants, à tomber pour toujours en brave.

La guerre que nous subissons est une guerre sangoureuse, cruelle, sans merci. Nous devons aller au front disposés à vaincre ou à mourir. Avec ce seul cri, avec cette seule consigne avec cette seule idée «NOUS PASSERONS»!

Une interview avec le secrétaire du conseil de la nouvelle école unifiée

Afin de renseigner nos camarades sur la nouvelle organisation scolaire, nous avons eu une interview avec notre camarade Juan Hervás, membre du P. O. U. M. et secrétaire du Conseil de la «Nouvelle Ecole Unifiée». Il nous a communiqué les renseignements suivants sur le travail que doit réaliser le C. E. N. U., sur les difficultés qu'il a rencontrées et sur l'oeuvre pratique qu'il a pu mener à terme.

Le camarade Hervás quoique jeune, est un vétéran des luttes syndicales. Lui et le camarade Adrover, furent les fondateurs de la Fédération Catalane des Travailleurs de l'En-

seignement et depuis ce moment, ils soutinrent tout le poids de cette organisation en collaboration avec d'autres camarades.

En 1931, le camarade Hervás prit une part active dans la préparation et l'organisation de la première grève que les maîtres d'écoles firent pour acquérir des avantages bien mérités.

Notre camarade répond avec la meilleure volonté à nos multiples questions. Nous reproduisons l'essentiel de notre entretien:

Nous avons créé un *Comité du Commerce Extérieur* sous la présidence du Conseiller de l'Economie et avec la participation des conseillers de l'Approvisionnement, des Finances et de l'Agriculture. Nous avons décidé, à cette occasion, de créer une *contremarque de la Catalogne*, que devra porter tout article destiné à sortir de notre pays.

La mission de ce Comité du Commerce extérieur est très importante. L'exportation est presque impossible actuellement. A l'étranger, on nous saisit, en ce moment, les marchandises livrées et on en retient la valeur pour servir de garantie aux dettes que notre pays a contracté avec d'autres nations. Cela représente une valeur mensuelle de quelques 5.000.000 de pesetas dans les divers domaines de la production. Si le gouvernement central s'était décidé à mener à bout les opérations d'assainissement, ces difficultés auraient disparu. Pour le moment nous sommes obligés d'employer d'autres moyens pour résoudre ce problème. Ce sera l'oeuvre du Comité du Commerce Extérieur qui réalisera un échange de produits de telle manière que les stocks seront décongestionnés et que nous ayons la possibilité d'acquérir un certain nombre d'articles qui nous feront défaut.

Un Décret supprimant les dépôts de garantie des loyers des habitations et des établissements a été adopté. Les dépôts qui ont été faits serviront à payer les termes à venir.

Un crédit de 2.500.000 pesetas a été demandé dans le but de faire face à un certain nombre de difficultés. Une de celles-ci est le manque de charbon. Vous connaissez tous la situation critique provoquée par le défaut de ce produit. On fait la queue dans la ville pour acquérir le charbon à usage domestique. Nous comptons maintenant sur des moyens suffisants pour résoudre ce problème. Dans peu de temps, aussi bien le charbon domestique que le charbon industriel, ne manqueront plus.

Nous avons ensuite publié un décret annonçant les normes pour la réalisation des confiscations et des collectivisations des entreprises industrielles et commerciales. Ce décret promettait la publication des dispositions définitives, dans un délai de 8 jours. Dix jours se sont déjà écoulés. Ce retard ne provient pas

de nos services, mais du fait que, pour régulariser les mesures révolutionnaires, un Comité a été formé qui comprend des délégués des diverses organisations politiques et syndicales. Les organisations antifascistes sont en train actuellement d'étudier ces mesures pour arriver à une convergence d'opinion.

Un certain nombre de problèmes ont été par la situation révolutionnaire et les modifications économiques qui en découlent :

A Olot, par exemple, il existe une industrie d'images religieuses. Elle est, bien entendu, totalement paralysée par l'état de choses actuel. Plus de 300 ouvriers spécialisés ont perdu leur travail. Nous étudions la transformation rapide de cette industrie.

A Figueras, il y a des difficultés dans l'industrie de la bicyclette par suite du manque de matières premières. Nous nous occupons de l'importation des matières qui font défaut.

A La Bisbal, il existe quelques difficultés dans l'industrie céramique.

A San Feliu, dans l'industrie du liège et du bouchon, il y a aussi une crise provoquée par la politique monétaire du Gouvernement central. Cette industrie se trouve dépourvue de capital parce que les pays qui reçoivent ses produits ont passé ses factures au «clearing». Pour cette raison, plus de 2.000.000 de pesetas ont été amputés sur les disponibilités de ces entreprises. Le Conseil de l'Economie a pris des mesures pour faire disparaître rapidement ces difficultés, sinon la crise atteindrait bientôt 10.000 familles.

A Breda, pays de la poterie, un grand nombre de familles travaillent l'argile. A cause de la guerre actuelle, la plus grande partie des produits de cette région ne peut être vendue à l'intérieur du pays. Les fabriques de Breda, au moins pour un temps très long, ont perdu une grosse partie de leur clientèle. Alors que le chiffre d'affaires était, auparavant, de 25.000 pesetas mensuellement, il n'est plus que de 4 à 5.000 pesetas. La situation dans ce pays doit être rapidement améliorée. Nous chercherons dans ce but des marchés extérieurs qui compensent les marchés intérieurs absents.

L'incorporation des représentants de la C. N. T. dans le Gouvernement de Madrid

Nous reproduisons à la suite un article paru dans «*La Batalla*» organe central du P. O. U. M., le 23 octobre. Nos camarades savent que la Confédération Nationale du Travail, centrale syndicale anarcho-syndicaliste, a réclamé depuis longtemps comme nous autres le remplacement du gouvernement républicain actuel par un gouvernement ouvrier. La Confédération a mené, pendant tout un temps, une querelle de mots sur le nom de cet organe exécutif. Elle paraissait attacher une grande importance à ce que le terme adopté soit celui de *Junte Nationale de Défense*. Aujourd'hui la situation est suffisamment grave à Madrid, pour que la C. N. T., faisant table rase de ses préventions, exige sa participation au gouvernement. L'article que nous donnons est écrit sur la foi de renseignements parvenus à Barcelone à cette date. Les événements iront peut-être plus vite que la transmission de notre journal à nos lecteurs. Mais en tout cas, l'opinion qui y est exprimée ne sera en rien infirmée par l'avenir.

Les informations reçues de Madrid ces derniers jours, aussi bien que les commentaires que l'ont lit dans la presse madrilène, donnent à entendre qu'on assistera bientôt à une modification du Gouvernement de Madrid. Cette modification aurait pour objet d'incorporer dans le Ministère les représentants de la C. N. T. et du Parti Syndicaliste. On parle d'un ministre de la Confédération et d'un ministre du parti de Angel Pestaa.

On sait que la centrale syndicale anarchiste, depuis longtemps déjà réclame au moyen de ses organes de presse comme la «C. N. T.» la constitution d'une Junte Nationale de Défense qui assumerait tous les pouvoirs gouvernementaux et dans laquelle seraient représentées toutes les organisations poli-

tiques et syndicales intervenant actuellement dans la lutte armée contre le fascisme. Cette proposition d'un Comité National de Défense, malgré l'insistance que la C. N. A. a mis à la défendre, a été repoussée par les autres partis qui composent actuellement le Gouvernement de Madrid.

La situation paraît prendre maintenant un autre aspect à la suite des déclarations que fit Domingo Torres, un des dirigeants confédéraux. Lors d'un meeting qui eut lieu à Valence, celui-ci dit que la C. N. T. ne faisait pas une question de principe de la dénomination et de la structure des organismes directeurs et que les anarcho-syndicalistes étaient prêts à participer à un Gouvernement, même sous sa forme actuelle.

D'un autre côté, la «Solidaridad Obrera», organe de Barcelone, en son éditorial d'hier, paraît accepter ce critérium. Elle ne parle pas de la Junte et dit seulement :

«Le camarade Largo Caballero, doit se rendre compte que le Gouvernement qu'il préside manque de l'autorité nécessaire pour affronter le problème de vaincre le fascisme sur tous les fronts où il assiège Madrid et pour mettre en route la révolution sur le plan national.»

«Il manque au gouvernement que préside Largo Caballero le concours des forces prolétariennes qui, tout en représentant une force décisive pour la révolution en marche, ont sacrifié les meilleurs de leurs hommes pour libérer l'Espagne et l'Europe du fascisme criminel. C'est de cette force syndicale que vint l'initiative de reprendre l'Espagne des mains des militaires factieux, représentants de la ploutocratie que nous devons vaincre coûte que coûte.»

«L'unité de commandement ne pourra exister tant que ne se modifiera pas l'organe en les mains duquel sont les destinées de la nation. Demander l'unité de commandement, au

"Es el partido más inquietante de Cataluña. Está nutrido casi exclusivamente de extranjeros", escribía hace unas semanas un periodista extranjero, refiriéndose al P. O. U. M. Expliquemos a los lectores esas iniciales. "Partido Obrero de Unificación Marxista". Es el antiguo Bloc Obrer i Camperol, fundado por los partidarios de Trotsky, especialista en golpes de Estado. Lo dirige Joaquín Maurín, en unión de Andrés Nin y de Juan Andrade, que en Madrid está actuando cerca del Comité repúblico-social-comunista.

El P. O. U. M., que contaba con un millar de afiliados el 19 de julio, ha aumentado sus fuerzas notablemente. Su influencia política era nula, pero el P. O. U. M. salvo a Companys la noche del 19 de julio, del ataque contra la Generalidad que preparaba la F. A. I., ébria de sangre, después de la iniciación de la teoría de asesinatos que diezma a la población de Cataluña.

Los soldados que acababan de ser licenciados, fueron requeridos por la Generalidad para que formaran la guardia en unión de las gentes de combate del P. O. U. M. Companys quiso recompensar la colaboración del P. O. U. M., ofreciéndole tres carteras en el Gobierno que iba a formar Casanovas. Los trotskistas rehusaron. Pero declinaron para tener más libertad de movimientos. Para llevar a Trotsky a Cataluña, y dar el golpe de fuerza, para el que se están preparando.

La Generalidad asiste, inerme, a la pugna entalada entre la F. A. I. y el P. O. U. M., que quizá dentro de muy breve plazo entablarán una guerra franca en las calles de Barcelona. Guerra que servirá para acelerar el fin de la Cataluña roja y antiespañola.

El P. O. U. M. recibía subsidios, antes del 19 de julio, de la Banca judía internacional. Andrés Nin, colaborador de Trotsky, posee la amistad de éste, y dispone de los poderosos medios económicos que el trotskismo puede movilizar.

No se ha hablado con frecuencia del P. O. U. M. Pero conviene tener la mirada puesta en esa organización.

Entre todos los ejemplos que servirán para el porvenir, el de la actividad de una organización política de tipo extranjero en España, autorizada y mimada por los Gobiernos de la República y por el grotesco Gobierno de la Generalidad, es el más alarmante.

El día de mañana, las fronteras de España no se franquearán con la criminal facilidad y benevolencia, con que estaban abiertas a los servidores de los más turbios y viles designios.



F. E.
DE LAS
J. O. N. S.
DE
ARAGON

Amanecer

DIARIO NACIONAL SINDICALISTA

Año I. - Núm. 41

Zaragoza. - Domingo, 27 de septiembre de 1930

Precio 15 céntimos

«Information» fasciste

Nous reproduisons ci-dessous un article publié le 27 septembre dans le journal «Amanecer» (Aube), organe de la Phalange Espagnole de Saragosse. Nos amis y trouveront deux choses intéressantes:

- 1.º Que les fascistes s'occupent beaucoup de notre parti.
- 2.º Une rivalité P. O. U. M., F. A. I. dont nous n'avons jusqu'ici jamais eu connaissance.

Nous lecteurs pourrions juger d'après cela de la véracité des dires de la presse fasciste.

«C'est le parti le plus inquiétant de Catalogne. Il est composé presque exclusivement d'étrangers». Voici ce qu'écrivait, il y a une semaine, un journaliste étranger en parlant du P. O. U. M. Donnons à nos lecteurs l'explication de ces initiales. «Parti Ouvrier d'Unification Marxiste». C'est l'ancien Bloc Ouvrier et Paysan, formé par les partisans de Trotsky, ce spécialiste en coups d'Etats. Il est dirigé par Joaquim Maurín, aidé de André Nin et de Juan Andrade qui est actuellement en contact avec le Comité républicain-social-comuniste.

Le P. O. U. M. qui comptait un millier de membres au 19 juillet, a notablement augmenté ses forces. Son influence politique serait nulle si le P. O. U. M. n'avait sauvé Companys, la nuit du 19 juillet, de l'attaque contre la Généralité que préparait la F. A. I., ivre de sang depuis l'ouverture de la série d'assassinats qui décima la population de la Catalogne.

Les soldats que l'on venait de licencier furent réquisitionnés par la Généralité pour former la garde avec les hommes de main du P. O. U. M. Companys, pour récompenser le P. O. U. M. de sa collaboration, lui offrit trois portefeuilles dans le Gouvernement que formait Casanovas. Les trotskistes refusèrent, mais ce ne fut que pour avoir plus de liberté de mouvement. Pour faire venir Trotsky en Catalogne et tenter le coup de force qui était préparé pour lui.

La Généralité assiste sans rien dire à la lutte qui met aux prises la F. A. I. et le P. O. U. M. et qui peut dans le plus bref délai se transformer en une lutte ouverte dans les rues de Barcelone. Guerre qui servira pour accélérer la chute de la Catalogne rouge et anti-espagnole.

Le P. O. U. M. reçut avant le 19 juillet des subsides de la Banque internationale juive. André Nin, collaborateur de Trotsky, possède son amitié et dispose de tous les moyens économiques que le trotskysme peut mobiliser.

On n'a pas jusqu'ici parlé souvent du P. O. U. M. mais il convient d'avoir l'oeil fixé sur cette organisation.

Entre tous les exemples qui serviront dans l'avenir, celui de l'activité d'une organisation de type étranger en Espagne — organisation autorisée et flattée par les Gouvernements de la République et par le grotesque gouvernement de la Généralité — est plein d'enseignements.

Demain les frontières d'Espagne ne se franchiront plus avec la facilité criminelle et la bienveillance avec lesquelles elles étaient ouvertes aux serveurs des plus troubles et des plus vils individus ci-dessus désignés.

Des avions pour l'Espagne!

—Quel est le but du Conseil de la Nouvelle Ecole Unifiée?

—Le Conseil de la C. E. N. U. est un produit de la Révolution triomphante. Il naquit le 27 juillet pour diriger tout l'enseignement officiel, confessionnel et privé, sous l'instigation de la F. E. T. E. (Fédération Espagnole des Travailleurs de l'Enseignement).

—Est-il arrivé à ses fins?

—Pas totalement; nous dûmes céder, de mauvais gré, devant les raisons que nous donna le Conseiller de la Culture Ventura Gassol, pour que, au moment où Madrid et Barcelone luttent contre le fascisme, on ne procède pas à la confiscation de tous les services d'enseignement. Ce qui veut dire que nous nous trouvons sous un régime provisoire. Personne ne sait de qui nous dépendons et personne ne sait qui donne les ordres en matière d'enseignement. La Généralité? L'Etat? la U. G. T.? la C. N. T.? En trois mois de temps nous n'avons pas encore pu éclaircir cette question.

—Quelle est la cause des difficultés du C. E. N. U.?

—Cela tient à un défaut d'origine. Alors que dans le monde entier la politique dirigée par les syndicats a subi les pires échecs, nos dirigeants syndicaux prétendent que, dans les questions d'enseignement, doivent seules intervenir la C. N. T. (Professions libérales) et la U. G. T. (Travailleurs de l'Enseignement). Les arguments que nous avons opposés n'ont pas été retenus. Ils avaient cependant prouvé que les partis politiques devaient intervenir aux côtés des organisations professionnelles sur toutes les questions d'éducation.

La position qui nous fut opposée, était tellement pauvre que le Secrétaire de la U. G. T. et le Directeur actuel de l'Enseignement primaire, reconnurent eux-mêmes qu'on avait créé une grande confusion et que cela serait la cause de toutes les difficultés de l'avenir.

Nous avons commis encore d'autres erreurs. C'est ainsi que, par la faute des dirigeants de la F. E. T. E., il fut permis aux éléments philofascistes d'agir librement et de continuer à toucher leurs traitements. Et ceci se passa depuis le stade primaire jusqu'à l'Université.

—Quel est le travail que vous avez réalisé depuis que votre Comité a été formé?

—En trois mois d'existence nous avons réussi à vaincre d'énormes difficultés.

Nous avons établi le plan général d'enseignement pour toutes les institutions de Catalogne. Je vous signale les innovations franchement révolutionnaires:

Classification des enfants arrivés à l'âge de 15 ans d'après leurs possibilités. Les uns passeront aux écoles de pré apprentissage pour devenir des ouvriers non-qualifiés. D'autres iront à l'Ecole du Travail pour apprendre un métier qualifié. Cer-

tains passeront par l'Ecole Technique moyenne qui remplacera le vieux baccalauréat, tant discrédité. Avec quelques années de pratique sortiront de cette école: des aide-chirurgiens, des pharmaciens, etc.

Ceux qui ne voudront pas adopter une de ces carrières moyennes pourront aller aux Ecoles Techniques supérieures ou à l'Université. Dans ce domaine aussi nous avons introduit de profondes modifications, l'Université devenant un centre de Science pure et l'Ecole Technique supérieure un centre de Science appliquée.

Le biologiste désormais sortira de l'Université et le médecin de l'Ecole Technique supérieure. Le pédagogue sortira de l'Université et le maître d'enseignement de l'Ecole Technique supérieure.

—Qu'avez-vous encore réalisé?

—Nous avons nommé plus de deux mille instituteurs pour les écoles unifiées de Catalogne. Tu sais que d'une part, un grand nombre d'enfants allaient dans les écoles confessionnelles et que d'autre part, un certain nombre d'autres ne se rendaient pas du tout à l'école. Tu te souviens de notre affiche: «Il faut qu'au premier octobre il n'y ait pas un enfant sans école!» C'est te dire le travail que nous a coûté l'organisation totale de l'enseignement de la Catalogne. La Révolution du 19 juillet a fait plus en deux mois que la République en six années d'existence.

Notre Conseil a adopté d'importants accords sur la question des traitements. Nous voudrions que le gouvernement de Madrid en tienne compte, lui qui accepte que l'on accorde aux instituteurs des traitements annuels de trois mille pesetas. Nous avons pu mettre en parallèle le salaire mensuel du maître d'école avec ses 235 pesetas et celui du garde civil qui gagne, lui, 360 pesetas. Nous attendons qu'on résolve au plus tôt la question des salaires.

—Comment avez-vous traité la question de l'accession des ouvriers aux Centres d'études supérieurs?

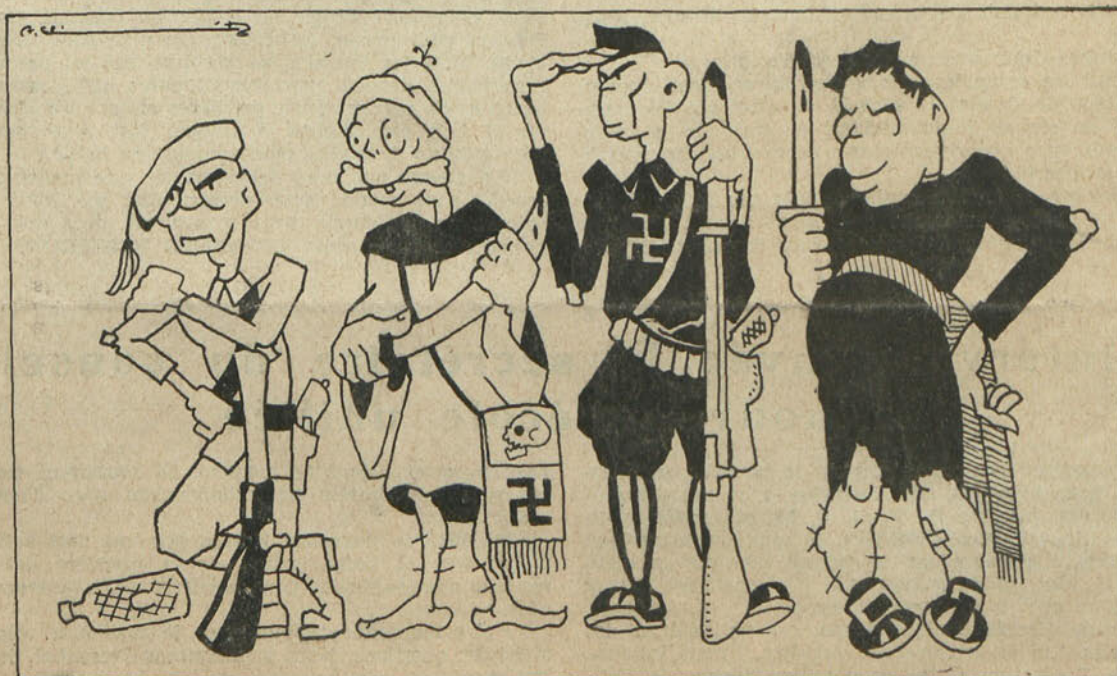
—C'est une question qui m'a occupé profondément, du point de vue du principe. Notre Comité de l'Enseignement Technique a élaboré un projet pour permettre l'accès des ouvriers aux études supérieures. Notre principe sera de considérer l'étudiant comme un ouvrier qui doit recevoir son salaire. C'est ainsi qu'il en a été décidé et cela sera réalisé.

Pour nous adapter aux nécessités de l'industrie et de l'économie actuelles, il nous faut une grande quantité de techniciens. Nous avons pour projet de créer un Institut Polytechnique d'adaptation qui, grâce à des cours abrégés, permettra à tout ouvrier moyennement préparé de suivre les études supérieures.

(à suivre)

L
E

F
A
S
C
I
S
M
E



E
S
P
A
G
N
O
L